

Dans l'éditorial auquel j'ai emprunté des passages on dit encore ce qui suit:

Mais si les efforts antérieurs dans le domaine des ventes avaient été moins que fructueux, il fallait en blâmer pour une bonne part le ministère du Commerce qui tentait de stimuler nos ventes dans le domaine de l'industrie et du commerce au détriment des produits agricoles.

Toutefois, sous la direction de l'honorable Mitchell Sharp, le ministère du Commerce ne commettra vraisemblablement pas la même erreur.

Je mets cette déclaration en doute et cela, à la lumière des réalisations antérieures de la Commission canadienne du blé alors que le Canada perdait des ventes sur le marché mondiale. A ce moment-là, la ministre actuel du Commerce était sous-ministre du même ministère et, s'il n'a pas changé d'attitude à l'égard de l'agriculture et des ventes de céréales de l'Ouest, nous placerons à nouveau la Commission sous la direction du ministère du Commerce, ce qui, à mon sens, serait un pas en arrière.

Afin de donner aux députés une idée de ce que pensent les gens de l'Est des agriculteurs de l'Ouest, je voudrais mentionner un éditorial qui a paru dans la livraison du 13 août 1963 du *Globe and Mail*, de Toronto. On pourrait dire que ce journal appuie le parti conservateur tandis que le *Herald*, de Calgary, l'autre journal que j'ai mentionné, appuie le parti libéral. Je n'en suis pas sûr, mais les observations qui ont été faites semblent le confirmer. L'article qui a paru dans le *Globe and Mail* est dû à la plume de M. Scott Young qui est apparemment allé dans l'Ouest. Il a parlé des conservateurs de l'Ouest et de la situation du blé. Traitant du sentiment que le gouvernement Diefenbaker avait manifesté une intelligence des problèmes des gens de l'Ouest, il écrivait ce qui suit:

Tant qu'il présidera aux destinées du parti conservateur, aucun autre parti ne fera de progrès marqués dans cette région.

Je crois que c'est exact. Voici ce que dit l'article au sujet de la promesse faite par le premier ministre concernant le prix de \$2 le boisseau de blé:

Le ridicule de cette promesse est devenu évident lorsque le ministre du Commerce a proposé avec une certaine humeur que les cultivateurs de l'Ouest devraient produire moins de blé.

Le ministre ne niera pas, je crois, qu'il est allé dans l'Ouest et qu'il a dit au syndicat des cultivateurs—à Edmonton, sauf erreur: «Ne produisez pas plus de blé car nous ne parvenons même pas à vendre les récoltes actuelles.» Cette déclaration est quelque peu ridicule depuis la vente de blé à la Russie. A titre de représentant de l'Ouest canadien, j'ai toujours prétendu que quiconque est chargé de vendre le blé, que ce soit la Commission canadienne du blé, le ministère de l'Agriculture ou le ministère du Commerce, le fait en

tant qu'agent du gouvernement lui-même. C'est au gouvernement qu'il incombe de vendre le blé et, s'il n'y réussit pas, il doit en aviser les gens de l'Ouest.

Je vais maintenant lire un extrait d'un journal qui a, je crois, des tendances libérales et qui semble exprimer les vues d'un certain nombre de personnes de l'Est. Dans un article paru dans le *Whig Standard*, de Kingston, M. Young écrit ce qui suit:

Mais, la politique mise à part, il est bien évident que, dans cette affaire de blé de l'Ouest, M. Young s'est laissé embrouiller les idées à la suite de ses conversations avec les cultivateurs de l'Ouest. Le producteur de blé ne se soucie pas du genre de débouché qu'il a pour son blé, tout ce qui l'intéresse, c'est de vendre ce blé et le plus cher possible. Il estime qu'il détient du ciel le droit de faire pousser et de vendre du blé, que c'est là son destin—voilà l'essence des croyances de l'Ouest... Les cultivateurs ne veulent pas travailler plus dur et ils n'hésitent pas à le dire.

C'est parfaitement ridicule. Si c'est là l'opinion que le gouvernement ou le parti libéral se fait des producteurs de blé de l'Ouest, il lui faudra bien du temps avant d'avoir un nombre suffisant de représentants des Prairies pour pouvoir nommer un ministre de l'Agriculture provenant de cette région. Ils ont été bien chanceux la dernière fois.

**M. Horner (Acadia):** Je me demande s'ils l'ont été.

**M. McIntosh:** Je veux également parler d'un autre journal de l'Est qui, à mon avis, se fait une idée réelle de la situation dans l'Ouest. C'est la véritable situation, celle que les Canadiens de l'Ouest veulent, j'en suis sûr, faire comprendre à ceux de l'Est; si quelqu'un veut se donner la peine d'examiner la chose, il le constatera. J'aimerais me reporter au numéro du 20 juin 1963 du *Daily Standard* de Sudbury. On y trouve un article intitulé «Les agriculteurs craignent que de nouvelles politiques nuisent aux marchés d'exportation», qui se lit en partie comme il suit:

On ne devrait pas s'étonner d'apprendre que le gouvernement de M. Pearson à Ottawa a eu recours aux services d'experts de l'extérieur pour préparer le budget. Les Canadiens bien informés savent qu'il existe parfois un rapport très vague entre la propagande électorale des libéraux et leurs réalisations.

La dernière campagne électorale ne fait pas exception. Voilà, disait-on, le parti des spécialistes en matière d'économie, le parti des hommes qui sauraient «mettre l'économie en marche». Mais une fois au pouvoir, les libéraux ont embauché des experts étrangers au gouvernement et à la fonction publique.

Et cette illusion sur le savoir-faire des libéraux ne se borne pas aux questions de finance. Une partie de la presse agricole qui a appuyé solidement le parti libéral et recommandé un changement de gouvernement commence à se poser des questions et presque toutes les lettres qu'on publie viennent d'agriculteurs qui ne sont pas d'accord avec les politiques libérales. Personne n'ignore maintenant que presque tous les agriculteurs du